

Fidel Castro : bilan de la révolution à l'heure des rumeurs sur sa convalescence

Christian Nadeau *

À la suite d'une intervention chirurgicale majeure, Fidel Castro a officiellement entamé, le 31 juillet 2006, une convalescence qui devait durer plusieurs mois. Il a alors délégué temporairement ses fonctions à la tête du Parti communiste cubain (PCC) et des forces armées à Raúl Castro, son frère, et second dirigeant de Cuba. Il a aussi délégué plusieurs autres fonctions qu'il occupait à d'autres hauts dirigeants cubains. À cette occasion, il a aussi proposé de reporter au 2 décembre 2006 les célébrations entourant son 80^{ième} anniversaire de naissance qui devaient avoir lieu le 13 août. Trois mois et demi plus tard, la situation au quotidien à Cuba n'a pas changé et tout le monde attend de voir si et comment Fidel réagira face à ces célébrations.

La présente chronique comprend deux parties nettement distinctes : la première (pages 1 à 7) propose un retour en arrière et un survol de l'histoire du Cuba depuis 1959, tandis que la seconde (pages 7 à 16) revient sur la conjoncture actuelle et les défis auxquels le régime fait face présentement.

Première partie : retour historique

En 1952, à la suite d'un coup d'État, Fulgencio Batista Zaldívar assume le pouvoir à Cuba. Il abolit la constitution et impose une dictature impitoyable. Une grande partie de l'économie cubaine appartenait alors à des intérêts étrangers, surtout américains. Elle était largement dépendante du tourisme et du sucre. Le revenu par habitant comptait parmi les plus élevés d'Amérique latine, mais les inégalités dans la population étaient grandes. Une large partie de la population ne mangeait pas à sa faim et n'avait pas accès à l'éducation et à la santé¹. Les taux d'analphabétisme et de chômage dépassaient respectivement 30 % et 25 % de la population².

* L'auteur est étudiant à la maîtrise en sociologie à l'UQAM. Son mémoire porte sur l'économie informelle à Cuba.

¹ Gustav Ranis et Stephen Kosack, «Growth and Human Development in Cuba's Transition», *Institute for Cuban and Cuban-American studies, University of Miami* (2004), p. 2-6.
En ligne :
<http://ctp.iccas.miami.edu/Research_Studies/GRanis_SKosack.pdf>, consulté le 7 novembre 2006.

² Jorge Luis Acanda González, «Changes in Cuban Society and their Reflection in Cuban Thought from the Nineties to the Present», In *Changes in Cuban society since the nineties*, Tulchin, Joseph S., Lilian Bobea, Mayra P. Espina Prieto, et Rafael Hernández (dir. publ.), p. 131, Woodrow Wilson International Center on the Americas, no 15, Washington,

Fidel Castro, pour sa part, est né dans une famille aisée en 1926. Son père était propriétaire terrien dans la partie orientale du pays. Il a étudié chez les Jésuites et, en 1950, il a complété ses études de droit à l'université. Pendant ces années-là, une atmosphère de rébellion contre la dictature de Batista prévalait chez les étudiants et Castro a dirigé une première tentative de renversement du régime, le 26 juillet 1953, au cours de laquelle 60 des 135 rebelles ont perdu la vie, un épisode qui lui a valu la prison.

Au sortir de prison, en 1955, Fidel Castro a voyagé aux États-Unis et au Mexique où il a connu Ernesto *Che* Guevara. Avec une poignée de 80 hommes, ils se sont embarqués sur un navire en direction de Cuba où ils ont débarqué en décembre 1956, sous les feux de l'armée de Batista. Les survivants se sont réfugiés dans les montagnes (la Sierra Maestra) où ils ont entamé une guérilla qui s'est terminée deux ans plus tard par le renversement de Batista et l'arrivée au pouvoir des révolutionnaires avec, à leur tête, Fidel Castro en janvier 1959³.

La révolution

La révolution a débuté le 1^{er} janvier 1959 et elle se poursuit toujours aujourd'hui, 47 années plus tard. Ce laps de temps peut être divisé en quatre périodes distinctes. La première, dite période soviétique, a duré 30 ans et elle a pris fin à la suite de la chute du mur de Berlin en 1989 et de la dislocation de l'Union soviétique. La seconde, nommée « *Período Especial en Tiempo de Paz* » (période spéciale en temps de paix) par les dirigeants cubains, réfère aux années de crise qui ont suivi. La troisième a débuté après 1993 avec l'atteinte du creux de la crise et le retour à la croissance économique. Enfin, nous distinguons une quatrième période qui a débuté autour du passage au

nouveau millénaire et qui est caractérisée par un resserrement politique et une alliance de Cuba avec le Venezuela.

La période soviétique

À leur arrivée au pouvoir, Fidel Castro et son gouvernement ont rapidement purgé leurs adversaires et instauré des mesures à caractère social. La superficie des terres agricoles a été limitée à 405 hectares par propriétaire. Les terres expropriées ont été distribuées à des paysans et transformées en coopératives⁴. Des millions de dollars de propriétés appartenant à des Américains ont été nationalisées⁵. La réaction des États-Unis a été radicale. Après avoir échoué dans plusieurs tentatives d'assassinat de Fidel Castro et avoir raté l'invasion de Cuba à partir de la baie des Cochons en avril 1961, le gouvernement américain a tenté de renverser le régime castriste en instaurant un embargo visant à étouffer le pays économiquement. Face à l'agressivité des États-Unis, Cuba s'est retournée vers l'Union soviétique avec laquelle elle a effectué un rapprochement qui s'est maintenu durant toute la guerre froide. Cuba a été le théâtre du point culminant de cette guerre lors de la crise des missiles de 1962, au cours de laquelle le monde a frôlé de près la guerre nucléaire. Par la suite, les États-Unis ont maintenu la pression sur Cuba avec l'embargo et en soutenant les actions des Cubains américains les plus radicaux qui n'ont jamais cessé de tenter de renverser le régime par de multiples moyens.

Sur le plan social, la période soviétique a été caractérisée par de grands progrès pour la société cubaine. En effet, deux ans après le début de la révolution, une campagne d'alphabétisation de l'ensemble de la population a été entreprise avec l'aide de

DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2005.

³ Pierre Kalfon, *Che Ernesto Guevara : une légende du siècle*, Paris : Éditions du Seuil, 2001, 757 p.

⁴ José Alvarez et Messina, Jr. William A., «Cuba's New Agricultural Cooperatives and Markets: Antecedents, Organization, Early Performance and Prospects», In *Cuba in transition: volume 6*, Association for the Study of the Cuban Economy, p. 175, Coral Gables (Florida): Association for the Study of the Cuban Economy, 1996.

⁵ Ranis et Kosack, p. 6.

200 000 professeurs⁶. Le système de santé a été rendu accessible à tous. Des milliers de médecins ont été formés pour satisfaire à la demande. Au cours des années 1970, la malaria et la polio ont été éradiquées. Plusieurs autres maladies mortelles ont vu leur incidence diminuer significativement. Au cours des années 1980, le système de santé a été réorienté dans une optique de prévention et d'accès communautaire. Tout au long de la période soviétique, la mortalité infantile a grandement cédé et l'espérance de vie s'est améliorée considérablement⁷. L'éducation a aussi été offerte gratuitement à tous les citoyens à tous les niveaux scolaires, incluant l'université. Au cours des années 1960, l'enseignement de niveau primaire a été offert à tous les travailleurs qui ne l'avaient pas reçu avant la révolution. Dans les années 1970, les efforts ont porté sur l'éducation secondaire. Durant toute la période soviétique, les niveaux d'éducation et de santé de la population ont constamment augmenté et, à partir des années 1970 ils étaient comparables à ceux des États-Unis⁸.

La menace américaine, et surtout l'embargo, ont poussé le nouveau gouvernement cubain à nouer des liens politiques et économiques avec l'Union soviétique, non seulement pour défendre le régime, mais aussi pour assurer les flux d'exportations et d'importations indispensables à la survie de l'économie⁹. C'est ainsi que le modèle soviétique de développement économique a été adopté avec ses caractéristiques propres comme la centralisation, l'industrialisation lourde, la mécanisation de l'agriculture, etc. L'économie cubaine est rapidement devenue dépendante de l'aide soviétique. Les pays membres du bloc de l'Est achetaient la production sucrière cubaine au-delà des prix du marché mondial et l'URSS vendait du

pétrole à Cuba en dessous des cours mondiaux. De fait, l'économie cubaine bénéficiait à l'époque de subventions qui ont été estimées aux alentours de 10 % à 15 % de son produit social brut¹⁰. En conséquence, le niveau de vie de la population s'était amélioré. De plus, des mesures de réduction des inégalités ayant été instaurées, telle la limitation des salaires les plus élevés à 4,5 fois le salaire minimum¹¹, Cuba était devenu un des pays les plus égalitaires de la planète¹².

Parallèlement à ces progrès sociaux et économiques, Fidel Castro et ses compagnons révolutionnaires ont concentré les pouvoirs politiques au sein d'un parti unique, le Parti communiste cubain (PCC). Un gouvernement inspiré de l'Union soviétique a été instauré, apportant avec lui l'allocation des ressources au moyen d'une planification centralisée, l'établissement du modèle léniniste d'organisation politique et la diffusion d'une idéologie légitimant le nouvel ordre¹³. Rapidement, la liberté de presse s'est trouvée affectée jusqu'à ce que l'essentiel des moyens de communication de

¹⁰ Les estimations fluctuent selon les auteurs et portent sur les années 1978 à 1986. Le produit social brut a été utilisé à Cuba jusqu'en 1989. Il était calculé selon le principe du produit matériel. Voir Hubert Escaith, «Cuba pendant la "Période spéciale" : Ajustement ou transition?», *Cahiers des Amériques latines : Dossier : ¿ Cuba sí, Cuba no ?*, n° 31/32 (1999), p. 56-57.

¹¹ Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) et Instituto Nacional de Investigaciones Económicas de Cuba (INIE), *Política social y reformas estructurales: Cuba a principios del siglo XXI*, (LC/MEX/G.7, LC/L.2091), Mexico, 2004, p. 45. En ligne : <<http://www.eclac.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/publicaciones/xml/3/15003/P15003.xml&mexico/tpl/p9f.xsl&mexico/tpl/top-bottom.xsl#>>, consulté le 3 novembre 2006.

¹² En 1986, le coefficient Gini, utilisé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour mesurer les inégalités, avait atteint 0.24 à Cuba. Voir Mayra P. Espina Prieto, «Structural Changes Since the Nineties and New Research Topics on Cuban Society», In *Changes in Cuban society since the nineties*, Tulchin, Joseph S., Lilian Bobea, Mayra P. Espina Prieto, et Rafael Hernández (dir. publ.), p. 83-88, Woodrow Wilson International Center on the Americas, no 15, Washington, DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2005.

¹³ Haroldo Dilla Alfonso, «Camarades et investisseurs : Cuba, une transition incertaine», *Cahiers des Amériques latines : Dossier : ¿ Cuba sí, Cuba no ?*, n° 31/32 (1999), p. 86.

⁶ Ranis et Kosack, p. 9-10.

⁷ Ranis et Kosack, p. 8-9.

⁸ Ranis et Kosack, p. 10-11.

⁹ Ernesto Chávez Negrín, «Población y crisis económica en Cuba: la familia y la dinámica demográfica del "período especial"», *Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas (CIPS) : Departamento de Estudios sobre Familia* (2000), p. 4.

masse soit passé sous le contrôle gouvernemental et que les journalistes et les auteurs exercent une autocensure sur leur travail. La constitution de 1976 a consacré la subordination des libertés, dont la liberté d'expression, à la défense du socialisme¹⁴. Des comités de citoyens, appelé Comités de défense de la révolution (CDR), ont été créés dans chaque bloc d'habitations afin de détecter rapidement les activités de contre-révolutionnaires. Au fil des ans, les CDR se sont mutés en groupes de surveillance efficaces pour contrer les opposants au régime. Ainsi, le PCC, les CDR et l'absence de liberté de presse ont considérablement affaibli les marges de manœuvre de l'opposition dans l'île.

La crise économique

Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin tombait. Peu de temps après, l'URSS s'est écroulée. En conséquence, les relations privilégiées établies entre Cuba et les pays de l'ex-URSS ont été remises en question. Les exportations et les importations cubaines, dont celles du sucre et du pétrole, ont dû être vendues et achetées à des prix établis sur les cours mondiaux.

Cette perte des subventions en provenance de l'ex-partenaire soviétique s'est traduite par une baisse des importations qui sont passées d'un peu plus de 8 milliards de dollars à 2 milliards. En particulier, les importations de pétrole ont été réduites de 70 %¹⁵. Le choc pour l'économie cubaine a été drastique. Le modèle d'agriculture fortement mécanisé et dépendant d'intrants importés a dû laisser place à un retour aux boeufs de labour pour travailler les champs¹⁶. Les usines fonctionnaient au

¹⁴ Velia Cecilia Bobes, «Citizenship and Rights in Cuba: Evolution and Current Situation», In *Changes in Cuban society since the nineties*, Tulchin, Joseph S., Lilian Bobea, Mayra P. Espina Prieto, et Rafael Hernández (dir. publ.), p. 69, Woodrow Wilson International Center on the Americas, no 15, Washington, DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2005.

¹⁵ Escaith, p. 59.

¹⁶ Denise Douzant-Rosenfeld, «Les défis des réformes dans l'agriculture cubaine», *Cahiers des Amériques latines : Dossier : ¿ Cuba si, Cuba no ?*, n° 31/32 (1999), p. 163.

ralenti faute d'électricité, de matières premières, de pièces de rechange russes ou de débouchés pour leurs produits. En 1993, l'industrie légère ne produisait plus que 23% de sa production de 1989¹⁷. Le PIB a chuté d'environ 36,8 % entre 1990 et 1993¹⁸.

Pour la population, la crise économique a été très difficile à vivre. Le niveau de vie s'est détérioré si rapidement qu'il donnait à penser que le pays était en guerre. D'ailleurs, le gouvernement a décrété dès 1990 que l'île était entrée dans une « *Período Especial en Tiempo de Paz* » (période spéciale en temps de paix). Le revenu disponible par habitant avait diminué de 40 %¹⁹. L'insatisfaction était grande dans la population. Au plus fort de cette crise, des soulèvements populaires ont été réprimés²⁰. Par ailleurs, durant les années difficiles du début de la Période spéciale, le gouvernement cubain a fait preuve d'une ouverture politique sans précédent où tous les Cubains étaient invités à exprimer leurs critiques et leurs idées pour sortir le pays de la crise. Des millions de Cubains ont alors participé à des dizaines de milliers d'assemblées au cours desquelles ils ont exercé leur droit de critique. Bien que les résultats de ce grand débat démocratique n'aient jamais été publiés, les rapports et les observations qui en sont ressortis ont eu un impact sur la réforme constitutionnelle de 1992²¹.

La crise a bouleversé la société cubaine. L'économie centralisée aux mains du gouvernement étant pratiquement paralysée, le marché noir a proliféré. Alors que la position privilégiée de certains leur

¹⁷ Escaith, p. 59.

¹⁸ Selon les prix constants du marché de 1995. Voir CEPAL, cadres no. 53 et 121.

¹⁹ Ken Cole, «Cuba: The process of socialist development», *Latin American Perspectives : Cuba*, vol. 29, n° 3 (mai 2002), p. 3.

²⁰ El Mundo, «Dos muertos en La Habana en una batalla campal entre la Policía y miles de opositores», *El Mundo* (Madrid), 6 août 1994.

En ligne : <http://www.elmundo.es/papel/hemeroteca/1994/08/06/mundo/726982.html>, consulté le 5 novembre 2006.

²¹ Dilla Alfonso, 1999, p. 88-89.

permettait de bénéficier du marché noir, une grande partie de la population vivait dans une pauvreté telle qu'elle éprouvait des difficultés à se nourrir. La nourriture, l'électricité, le gaz, le papier, les moyens de transport, les équipements médicaux et les médicaments, pour ne nommer que ceux-là, manquaient. Au pire de la crise, la valeur du peso était devenue si faible que le salaire minimum mensuel ne valait plus qu'environ deux dollars sur le marché noir²². Plusieurs Cubains se sont tournés vers la délinquance et la prostitution pour assurer leur survie. Le taux de criminalité, qui avait diminué pendant la période soviétique en comparaison à celui prévalant sous le régime de Batista, a de nouveau augmenté pour dépasser le niveau d'avant la révolution²³. Entre 1990 et 1995, le nombre de suicides s'est maintenu au taux très élevé de 20 pour 100 000²⁴. En 1994, 32 000 Cubains se sont exilés en s'embarquant dans des bateaux en direction de la Floride²⁵.

La reprise

Le 12 juillet 1992, le gouvernement cubain a effectué une réforme constitutionnelle qui a ouvert la porte à une série de réformes économiques. Les modifications à la Constitution ont permis la légalisation du travail indépendant, la libre circulation du dollar américain et la réception de

*remesas*²⁶, l'ouverture à l'investissement étranger, une plus grande autonomie administrative des entreprises d'État et la transformation d'une large partie des fermes étatiques en coopératives de travailleurs. Ces réformes ont favorisé une décentralisation des décisions gouvernementales liées à la gestion de l'économie au profit des directeurs d'entreprises, des coopératives et des travailleurs indépendants. De manière générale, ces réformes ont porté fruit car elles ont permis la sortie de la crise et le retour à la croissance²⁷.

Ces mesures ont entraîné la partition de l'économie en deux niveaux, celui des secteurs émergents et celui des secteurs traditionnels. D'un côté, les secteurs émergents sont composés du secteur touristique, des entreprises exportatrices, des entreprises associées au capital étranger et des travailleurs indépendants liés au secteur touristique. De l'autre, les secteurs traditionnels sont formés des secteurs de l'éducation, de la santé et des biens et services produits à destination du marché intérieur. Les travailleurs dans les secteurs émergents reçoivent des revenus en devises ou leur équivalent et bénéficient, en conséquence, d'un niveau de vie plus élevé. Ils jouissent aussi de meilleures occasions pour établir des liens avec des étrangers, dont les *remesas* représentent une des plus importantes sources de devises dans l'île²⁸. À l'opposé, les travailleurs des secteurs traditionnels sont confinés aux pesos de faible valeur qui ne leur permettent pas de se procurer des biens importés, qui sont pourtant essentiels, car l'économie cubaine traditionnelle n'est pas autosuffisante.

²² Ted Henken, «Last Resort or Bridge to the Future : Tourism and Workers in Cuba's Second Economy», In *Cuba in transition: volume 10*, Association for the Study of the Cuban Economy, p. 322, Coral Gables (Florida): Association for the Study of the Cuban Economy, 2000.

²³ Le taux de criminalité est mesuré ici par le nombre de délits dénoncés aux autorités. Voir à cet égard Christian Nadeau. 2005. «Étude socio-économique et politique : Cuba (1989 - 2005)». *Observatoire des Amériques : Chronique des Amériques* (décembre), p. 2. En ligne.

<http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/dossier_cuba_05_03-2.pdf>. Consulté le 31 octobre 2006.

²⁴ Haroldo Dilla Alfonso, «Cuba: The Changing Scenarios of Governability», *Duke University Press: Boundary 2*, vol. 29, n° 3 (2002), p. 71.

²⁵ Ernesto Chávez Negrín, «Transformaciones sociodemográficas en la Cuba de los noventa», *Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas (CIPS) : Departamento de Estudios sobre Familia* (2001), 15 p. En ligne : <<http://168.96.200.17/ar/libros/cuba/negrin.rtf>>, consulté le 5 novembre 2006.

²⁶ Le terme *remesas* fait référence à l'argent envoyé de l'étranger à Cuba par la diaspora.

²⁷ Escaith, p. 62-68.

²⁸ Les *remesas* représentaient la plus importante source de devises dans l'île durant la deuxième moitié des années 1990 selon Ricardo A. Puerta, «Remesas Familiares y la Política Pública Cubana», In *Cuba in transition: volume 13*, Association for the Study of the Cuban Economy, p. 436, Coral Gables (Florida): Association for the Study of the Cuban Economy, 2003.

Cette partition de l'économie a entraîné un accroissement des inégalités au sein de la population. Ainsi Cuba serait devenue une société plus inégalitaire que ne le sont celles des pays développés, encore qu'elle le soit toujours davantage que les autres pays latino-américains²⁹. Plusieurs auteurs soutiennent que la société cubaine est maintenant partagée en deux classes sociales, l'une liée à l'économie émergente et l'autre à l'économie traditionnelle³⁰. Certains auteurs ont adopté l'image d'une pyramide inversée pour illustrer l'échelle sociale cubaine. Ainsi, les individus les plus qualifiés, dont les médecins et les professeurs, font partie des secteurs traditionnels et se situent, en conséquence, au bas de l'échelle sociale. Par contre, les chauffeurs de taxis, les serveurs dans les restaurants et les ouvriers dans les entreprises exportatrices bénéficient de revenus qui les situent dans le haut de l'échelle sociale. Cette situation suscite de la frustration au sein de la partie de la population la plus éduquée³¹.

Le début du nouveau millénaire

À l'aube du nouveau millénaire, Cuba a développé une alliance avec le Venezuela d'Hugo Chávez, ainsi que des relations économiques avec la Chine. En octobre 2000, un accord a été signé entre Castro et Chávez pour la vente de pétrole vénézuélien à Cuba à prix avantageux en échange de l'envoi de professionnels cubains, essentiellement des médecins, dans les zones déshéritées du Venezuela. En 2005, cet accord a été approfondi lors de la création de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) par le Venezuela et Cuba, à laquelle la Bolivie s'est jointe en 2006. L'ALBA, qui vise l'intégration des pays d'Amérique du Sud et des Caraïbes, porte comme objectifs centraux la réduction de la pauvreté, le combat contre l'impérialisme et le développement d'échanges fondés sur la

coopération et la complémentarité plutôt que sur la compétition³². La Chine, pour sa part, a fait de Cuba un pays privilégié pour ses investissements, ses exportations et ses prêts³³.

En novembre 2004, le gouvernement cubain a décrété que toutes les entreprises des secteurs émergents devaient dorénavant effectuer leurs transactions uniquement en pesos forts. Au même moment, il a commencé à appliquer une pénalité de 10 % sur les transactions de change en dollars américains. Ces mesures ont eu l'effet escompté par le gouvernement, c'est-à-dire qu'elles ont retiré ces devises de la circulation pour les ramener dans les coffres des banques de l'État³⁴.

Le développement des relations avec le Venezuela et la Chine, ainsi que l'afflux des devises dans les coffres de l'État, ont donné du souffle à l'économie cubaine. Cependant, il est difficile de mesurer l'impact économique de ce nouveau développement, car le gouvernement cubain a changé sa manière d'établir les comptes nationaux du pays. Alors qu'en 1996 le gouvernement avait adopté la méthodologie internationale du système des comptes nationaux, il l'a abandonnée en 2004 sous prétexte qu'elle n'était pas adaptée à une économie de type socialiste et ne permettait pas, par exemple, de mesurer les améliorations à caractère social de l'économie. Pour ses détracteurs, le gouvernement cubain a choisi de manipuler ses comptes nationaux pour cacher une faible croissance, une stagnation

³² Luis Suárez Salazar, «Cuba's Foreign Policy and the Promise of ALBA», *North American Congress on Latin America : Report on the Americas*, vol. 39, n° 4 (janvier/février 2006), p. 4-6. En ligne : <http://www.nacla.org/art_display.php?art=2623>, consulté le 5 septembre 2006.

³³ Christian Nadeau, «L'après Fidel Castro : les enjeux géopolitiques», *Observatoire de Amériques : Chronique des Amériques* (septembre 2006), p. 2. En ligne : <http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-oda.php?id_article=2910>, consulté le 24 octobre 2006.

³⁴ Nicholas Rowe, «Cuba's Revaluation(s) of the Peso(s): Back to the Future?», *Focal Point : Spotlight on the Americas*, vol. 4, n° 4 (avril 2005), p. 7. En ligne : <http://www.focal.ca/pdf/focalpoint_april05.pdf>, consulté le 8 novembre 2006.

²⁹ Dilla Alfonso, 2002, p. 67.

³⁰ À titre d'exemple, voir Espina Prieto, p. 89.

³¹ Espina Prieto, p. 94-95.

ou même une dépression. Selon le gouvernement cubain, la nouvelle mesure des comptes nationaux, qui porte à 5 % la croissance de l'économie en 2004, donne une idée plus juste de la vitalité de son économie³⁵.

Sur le plan social, les développements sont trop récents pour discerner la tendance générale. En 2005, le gouvernement a augmenté le salaire minimum, les salaires des plus qualifiés et les pensions versées aux retraités³⁶. En contrepartie, les prix de plusieurs produits et services ont augmenté de telle manière qu'il est difficile d'évaluer l'effet total sur le niveau de vie³⁷. Dans le cadre d'une campagne d'efficacité énergétique, le gouvernement offre de remplacer, à faible coût et à crédit, les vieux ventilateurs et réfrigérateurs « énergivores » de tous les ménages par des équipements neufs et à faible consommation d'énergie. Cependant, plusieurs Cubains sont préoccupés de savoir comment ils assumeront les paiements de ces biens. Dans l'ensemble, il semble que, du point de vue des ménages, les choses aient peu changé depuis le début du nouveau millénaire.

Par contre, le gouvernement a effectué une nouvelle réforme constitutionnelle en 2002 après que des dissidents aient recueilli plus de 11 000 signatures pour une pétition appelant à un référendum sur l'avenir du pays. Alors que la réforme constitutionnelle de 1992 avait permis l'ouverture économique qui avait entraîné la reprise de la seconde moitié des années 1990, celle de 2002 a visé, quant à elle, à rendre

irrévocable le caractère socialiste de la constitution cubaine³⁸. Cette réforme a été précédée, à partir de 1996, de mesures de recentralisation de l'économie et de resserrement des libertés, inversant le processus de décentralisation et d'ouverture entamé précédemment. Ainsi, l'ouverture du début des années 1990 a vite été réduite de manière à assurer le contrôle du pouvoir par les hauts dirigeants du pays³⁹.

Deuxième partie : le contexte actuel

Fidel Castro laisse en héritage un pays dont le portrait contraste avec les autres pays de la planète. Alors que le niveau du produit intérieur brut par habitant à Cuba est comparable à celui des pays en développement, plusieurs indicateurs sociaux atteignent des niveaux analogues à ceux des pays développés. Également, le rayonnement géopolitique de Cuba sur le plan international dépasse de beaucoup celui d'autres pays de taille et de population similaires disposant d'aussi peu de ressources naturelles. Cuba est aussi un des rares pays où deux monnaies nationales coexistent. Enfin, l'agressivité persistante de la superpuissance économique et militaire mondiale pendant plus de 45 ans, incapable de faire tomber le régime de Fidel Castro, demeure un cas d'exception dans l'histoire récente.

Dans cette deuxième partie, nous dresserons la liste des principales caractéristiques de la société cubaine après plus de quatre décennies de révolution. Nous présenterons un portrait de la situation économique,

³⁵ Carmelo Mesa-Lago, «The Cuban Economy in 2004 - 2005», In *Cuba in transition: volume 15*, Association for the Study of the Cuban Economy, p. 1-18, Coral Gables (Florida): Association for the Study of the Cuban Economy, 2005.

³⁶ Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, « Nuevos incrementos salariales », *Granma Internacional Digital* (La Havane), 24 novembre 2005. En ligne : <http://www.granma.cu/espanol/2005/noviembre/mier23/nuevos.html>, consulté le 8 novembre 2006.

³⁷ Carmelo Mesa Lago, «¿Es viable terminar con medio siglo de racionamiento en Cuba?», *Revista Vitral*, vol. 13, n° 75 (juillet-août 2006), 7 p. En ligne : <http://www.vitral.org/vitral/vitral74/econo.htm>, consulté le 8 novembre 2006.

³⁸ Alberto F. Álvarez García, «Reformas constitucionales y contrarreforma política, una mirada a los bandazos del Estado cubano en los últimos 10 años», *Coral Gables, Florida : Institute of Cuban Studies* (2002), 6 p. En ligne : <http://www.iejubanos.org/pub/ref-const.htm>, consulté le 8 novembre 2006.

³⁹ Haroldo Dilla Alfonso, «Larval Actors, Uncertain Scenarios, and Cryptic Scripts: Where Is Cuban Society Headed?», In *Changes in Cuban society since the nineties*, Tulchin, Joseph S., Lilian Bobea, Mayra P. Espina Prieto, et Rafael Hernández (dir. publ.), p. 37, Woodrow Wilson International Center on the Americas, no 15, Washington, DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2005.

politique et sociale de Cuba. Nous aborderons la segmentation de l'économie, les mutations réalisées dans les industries, la gestion de l'énergie ainsi que la corruption omniprésente dans la société cubaine. Nous verrons que Cuba jouit d'une constitution socialiste, mais que le contrôle social y est de nature totalitaire. Enfin, nous verrons aussi que la population bénéficie, quant à elle, d'un niveau d'éducation et de santé élevés. Cependant, elle est divisée en deux classes sociales et la majorité est découragée par les échecs du système économique.

L'économie

L'évaluation de la situation économique à Cuba pose le problème du choix de la méthode de mesure de la performance économique et, en corollaire, de la sélection des auteurs traitant du sujet. D'un côté, le gouvernement cubain mesure la performance de son économie à l'aide d'une méthode de son propre cru qui affiche un niveau de croissance élevé mais dont le calcul reste sans base de comparaison. De l'autre côté, les économistes qui s'en remettent au système international de mesure peinent à offrir un juste portrait de l'économie cubaine à cause de l'opacité des comptes nationaux, de la forte dimension sociale non monétaire de l'économie et des nombreux échanges internationaux établis sur une base politique plutôt que marchande. Dans cette section, nous présenterons le point de vue d'auteurs qui se fondent sur les données macro-économiques établies selon le système international. Nous porterons davantage d'attention à la dimension sociale et non monétaire de l'économie dans les sections subséquentes.

Un portrait macro-économique peu reluisant

Selon les critères internationaux de mesure, l'économie cubaine est caractérisée par une croissance anémique, une faible productivité, une corruption omniprésente,

une dette extérieure élevée⁴⁰, un déficit fiscal croissant, etc. Ainsi, de manière générale et d'un point de vue macro-économique, le portrait de Cuba n'est guère reluisant à l'heure actuelle. Les explications les plus souvent évoquées se rapportent principalement à l'embargo américain, aux politiques économiques et aux désastres naturels des dernières années (ouragans et sécheresse).

L'économie cubaine est fortement centralisée aux mains de l'État qui emploie 79,2 % des travailleurs⁴¹. Ainsi, l'État a la main mise, en tout ou en partie, sur la presque totalité de l'économie formelle. Dans ce système économique, le niveau de productivité reste faible et la corruption omniprésente, et ce, malgré les mesures de stimulation au travail et les nombreux contrôles. Selon Mesa Lago⁴², la recentralisation et le retour en arrière sur les réformes effectués au cours des dernières années contribueront à la détérioration de l'économie et ce, malgré l'aide apportée par le Venezuela et la Chine.

Quant à l'embargo décrété par les États-Unis, le gouvernement castriste estime à plus de 86 milliards de dollars les pertes subies depuis 47 ans⁴³. Bien que cette estimation soit discutable, les impacts négatifs de l'embargo sont bien réels et continuent d'étrangler l'économie cubaine. Pour le gouvernement cubain, le problème majeur engendré par l'embargo réside probablement dans le blocage de l'accès aux institutions financières internationales qui

⁴⁰ La dette extérieure par habitant dépasse le double de la dette moyenne en Amérique latine. Cependant, 62 % de cette dette, contractée avec les pays de l'ex-URSS, est contestée par Cuba. Voir Mesa Lago, 2005, p. 12.

⁴¹ CEPAL, p. 171.

⁴² Mesa Lago, 2005, p. 16.

⁴³ Felipe Pérez Roque, « La guerre économique livrée par les États-Unis contre Cuba équivaut à un acte de génocide », *Granma Internacional Digital* (La Havane), 9 novembre 2006. En ligne : <http://www.granma.cu/frances/2006/novembre/juev9/46feli-pe-f.html>, consulté le 11 novembre 2006.

l'oblige à emprunter à court terme à des taux d'intérêts élevés⁴⁴.

Une économie segmentée

À Cuba, deux monnaies coexistent au sein du même pays. D'abord, le peso faible, appelé « *peso nacional* », est utilisé pour effectuer les paiements des services publics, les cotisations aux organisations gouvernementales (syndicat, CDR, milice, ...), les abonnements aux journaux et périodiques, etc. Il sert aussi à acheter les biens subventionnés, les produits vendus dans les marchés ainsi que les biens et services d'une partie des travailleurs indépendants. Les salaires, les pensions et autres allocations gouvernementales sont versés en pesos faibles. Ensuite, le peso fort, appelé « *peso convertible* », est utilisé dans l'industrie touristique et pour la commercialisation des produits importés (produits d'hygiène personnelle, électroménagers, équipements électroniques, ...). Les travailleurs des secteurs émergents reçoivent pour la plupart des primes en pesos forts de leur centre de travail. Plusieurs Cubains se procurent aussi des pesos forts à l'aide des *remesas* qu'ils reçoivent de l'étranger. En fait, la coexistence de ces deux monnaies concrétise la présence de deux économies distinctes à Cuba, l'une traditionnelle, socialiste et confinée à l'île; l'autre émergente, marchande et donnant accès au monde extérieur.

Des industries remaniées et de nouvelles branches industrielles

Fidel Castro laisse en héritage un pays doté d'industries dont les principales sont le tourisme, le nickel, le cobalt, le pétrole, les produits pharmaceutiques, le tabac et l'agroalimentaire dont le sucre. Le gros des exportations cubaines appartient au secteur

primaire (environ 73%), composé essentiellement de nickel et de cobalt (environ 39 %), de sucre (16,9 %), de tabac (12,9 %) et de produits de la mer (3,8 %). Les produits d'exportation non traditionnels comptent pour au moins 7 % et comprennent des médicaments (2,9 %), du fer et de l'acier (2,1 %) et du ciment (2,0 %). Le gouvernement cubain n'a pas divulgué la composition du reste de ses exportations (environ 20%), mais il affirme que les exportations de produits biotechnologiques, pharmaceutiques et d'ingénierie génétique sont en croissance⁴⁵.

La valeur des exportations a diminué au cours des dernières années de telle manière qu'en 2002, elles n'ont compté que pour 4,6 % du PNB⁴⁶. En 2004, les exportations et les importations se situaient toujours respectivement à 59 % et 35 % sous leur niveau de 1989⁴⁷.

Le Venezuela est le principal partenaire dans les échanges (22,0 %), suivi de la Chine (10,3 %), de l'Espagne (8,5 %), du Canada (8,0 %), des Pays-Bas (6,8 %) et des États-Unis (4,9 %)⁴⁸. Depuis 2000, les ventes de nourriture et médicaments des États-Unis à Cuba ont été autorisées malgré l'embargo. Ces ventes ont augmenté rapidement de sorte que les États-Unis sont devenus le principal fournisseur de nourriture à Cuba⁴⁹.

L'industrie touristique rapporte la plus grande part des devises⁵⁰. Elle constitue aussi une des principales sources de croissance, mais elle dépend d'intrants en biens importés, ce qui limite sa capacité à rapporter des devises dans les coffres de l'État⁵¹.

⁴⁴ Janette Habel, «Droits sociaux et libertés démocratiques à Cuba : de quoi parle-t-on?», *Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine* (septembre 2006), 4 p. En ligne : http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1893, consulté le 9 novembre 2006.

⁴⁵ Mesa Lago, 2005, p. 11.

⁴⁶ Miranda Parrando, p. 7.

⁴⁷ Mesa Lago, 2005, p. 9.

⁴⁸ Oficina nacional de estadísticas Cuba (ONE), *Anuario Estadístico de Cuba, 2005*, La Havane, 2006, p. VII.4. En ligne : <http://www.one.cu/anuariopdf2005/capitulo7/VII.4.pdf>, consulté le 14 novembre 2006.

⁴⁹ Miranda Parrando, p. 7.

⁵⁰ CEPAL, p. 17.

⁵¹ Miranda Parrando, p. 5.

Cuba fait partie des plus grands producteurs mondiaux de nickel et détient plus de 34 % des réserves mondiales connues. Cette industrie lui rapporte beaucoup de devises, en particulier lorsque les prix des matières premières sont élevés. L'extraction de nickel est devenue la principale source de revenus d'exportation en 2000⁵². Depuis 2004, trois projets d'investissement ont été annoncés. Ils devraient permettre de plus que doubler la production actuelle au cours des années à venir⁵³.

De manière générale, la production industrielle cubaine vise à répondre à la demande nationale. La faible qualité de sa production l'empêche de viser l'exportation⁵⁴. Cependant, Cuba a développé au fil des ans une industrie dans les biotechnologies qui figure parmi les meilleurs des pays en développement. Cette industrie produit entre autres plusieurs vaccins qu'elle administre aux enfants cubains et qu'elle vend aux pays du Sud, ainsi qu'à l'UNICEF, depuis que son vaccin contre l'hépatite B a été homologué par l'Organisation mondiale de la santé⁵⁵. Cette industrie a aussi fait quelques découvertes importantes dont celle du médicament le plus efficace pour combattre le cholestérol⁵⁶

⁵² Mark Frank, «Cuba's 2006 nickel output may not meet forecast», *Reuters* (La Havane), 1 novembre 2006, p. 3. En ligne : http://today.reuters.com/news/articleInvesting.aspx?type=bonews&storyID=2006-11-01T183922Z_01_N01362358_RTRIDST_0_METALS-CUBA-NICKEL.XML, consulté le 13 novembre 2006.

⁵³ Mesa Lago, 2005, p. 6-7.

⁵⁴ Miranda Parrando, p. 5.

⁵⁵ Lilliam Riera, «La biotechnologie a augmenté ses exportations de 42,1% en 2001», *Granma Internacional Digital* (La Havane), 19 mars 2002. En ligne : <http://www.granma.cu/frances/marzo02-3/12biote-f.html>, consulté le 13 novembre 2006.

⁵⁶ Peu après sa découverte en 1991, une étude de l'Université de Genève a indiqué que le PPG était le médicament le plus efficace sur le marché pour combattre le cholestérol. Voir Steven G. Ullmann, «The Future of Health Care in a Post-Castro Cuba», *University of Miami : Institute for Cuban and Cuban-American Studies : Cuba Transition Project* (2005), p. 26. En ligne : http://ctp.iccas.miami.edu/Research_Studies/StevenUllman.pdf, consulté le 13 novembre 2006.

et celle du premier vaccin semi-synthétique au monde⁵⁷. En 2003, Cuba a exporté pour environ 100 millions de dollars de produits pharmaceutiques, faisant de ceux-ci un de ses principaux produits d'exportation⁵⁸.

Depuis plusieurs années, la production sucrière a diminué considérablement pour atteindre en 2004 moins de la moitié de la production moyenne des années 1980. Depuis 2002, 69 % des usines sucrières ont été fermées et plus de 100 000 travailleurs du sucre ont été relocalisés ou envoyés en recyclage⁵⁹, confirmant la réduction de la production dans les années à venir⁶⁰.

Une révolution énergétique dans la révolution

Sur le plan énergétique, Cuba a réduit sa dépendance vis-à-vis du pétrole étranger en même temps que des accords ont été signés avec le Venezuela pour assurer un approvisionnement à prix avantageux. Au début de 2006, un programme d'efficacité énergétique a été mis en branle. Toutes les lampes à incandescence du pays ont été remplacées, aux frais de l'État, par des lampes fluorescentes compactes. C'est dans le cadre de ce programme que les ménages se voient offrir de remplacer, à faible coût et à crédit, leur vieux réfrigérateur datant de l'époque soviétique ou d'avant la révolution, par un nouveau réfrigérateur chinois à faible consommation énergétique. Un autocuiseur et un cuiseur à riz sont aussi vendus à tous les ménages à bas coûts. Parallèlement à ce programme, les plus vieilles centrales de production d'électricité ont été remplacées par des centaines de générateurs disséminés dans l'île⁶¹.

⁵⁷ Daphné Angiolini, «Un vaccin "cubain"», *Le Devoir* (Montréal), 26 et 27 novembre 2005, p. G8.

⁵⁸ Ullmann, p. 18.

⁵⁹ CEPAL, p. 166.

⁶⁰ Mesa Lago, p. 7.

⁶¹ Archibald Ritter, «Cuba 2006: 'La Revolución Energética' Generates a 'Quick Fix'», *Focal Point : Spotlight on the Americas*, vol. 5, n° 5 (juin 2006), p. 2-4. En ligne : http://www.focal.ca/pdf/focalpoint_june06.pdf, consulté le 14 novembre 2006.

Depuis 2005, Cuba reçoit 98 000 barils de pétrole par jour du Venezuela au prix de 27 \$ chacun, alors que le prix sur le marché mondial a atteint 67 \$ en août 2005, ce qui équivaut à une subvention à l'économie cubaine d'environ un milliard de dollars⁶². De son côté, Cuba a développé la production pétrolière sur son territoire au cours des dernières années. Grâce à des investissements étrangers de plus de un demi-milliard de dollars, l'île a produit 3,5 millions de tonnes de pétrole en 2004, ce qui équivaut à plus de trois fois la production d'avant la Période spéciale. En 2004, la production de pétrole et de ses dérivés représentait 41 % des besoins de l'île; un autre 44,4 % était comblé par le Venezuela et, enfin, 15,6 % par d'autres pays⁶³.

Une corruption omniprésente

Traiter de la situation économique à Cuba sans en aborder la dimension informelle reviendrait à ignorer une grande partie de l'économie. En effet, l'économie informelle à Cuba a pris une telle proportion qu'elle dépasse nettement celle des autres pays⁶⁴. Plusieurs facteurs contribuent à la prolifération de la corruption: la cohabitation des deux monnaies de valeurs différentes sur le même territoire crée des opportunités d'arbitrage sur le marché noir; les nombreuses interdictions et restrictions obligent les Cubains à contourner la loi pour réaliser des activités pourtant légales dans la plupart des pays; la centralisation de l'économie occasionne des problèmes de coordination qui sont souvent réglés informellement; et surtout, les salaires restent insuffisants pour boucler les fins de mois⁶⁵, ce qui pousse les Cubains à recourir à l'économie informelle pour augmenter

leurs revenus et diminuer les coûts de leurs dépenses.

La mesure de l'ampleur de l'informalité est un exercice malaisé à cause de la nature cachée des activités sur le marché noir. Toutefois, les auteurs qui se sont penchés sur le sujet s'accordent sur le fait que l'économie informelle imprègne l'essentiel des activités de la population. D'ailleurs, plusieurs Cubains affirment que presque tout le monde est impliqué dans des activités considérées illégales par l'État⁶⁶. Enfin, même le gouvernement reconnaît l'ampleur d'un problème qu'il tente de combattre sans succès depuis plusieurs années⁶⁷.

Le régime politique : un contrôle social de nature totalitaire

Le régime politique cubain ne permet pas le développement d'une opposition organisée. Comme nous l'avons vu, le système est établi de telle manière que les Cubains exercent eux-mêmes une autocensure. Ceux qui s'en écartent sont rapidement identifiés et marginalisés de manière à les rendre inoffensifs. Ainsi, le fait d'exposer publiquement une critique ou une idée peut fermer la porte à certaines professions ou même causer l'isolement social par peur d'être associé à quelqu'un qui a divergé de la ligne officielle⁶⁸. Dans certains cas, les récalcitrants deviennent des dissidents. Ils peuvent alors être harcelés à leur domicile par les cris de Cubains venus manifester leur désaccord⁶⁹. Dans certains cas, ils deviennent des prisonniers politiques.

L'aspiration populaire en faveur de la démocratie

⁶⁶ *Ibid*, p. 3.

⁶⁷ *Ibid*, p. 13-15.

⁶⁸ Rogelio Fabio Hurtado, «¿Quiénes somos pobres en Cuba?», *Revista Vitral*, vol. 11, n° 63 (septembre-octobre 2004). En ligne : <<http://www2.glauco.it/vital/vital63/opin.htm>>, consulté le 9 novembre 2006.

⁶⁹ Vitral, «Repudio no, respeto a la pluralidad y a la reconciliación», *Revista Vitral*, vol. 11, n° 69 (septembre-octobre 2005). En ligne : <<http://www.vital.org/vital/edvital/edit/69.htm>>, consulté le 9 novembre 2006.

⁶² Mesa Lago, 2005, p. 10.

⁶³ Mesa Lago, 2005, p. 6.

⁶⁴ Archibald R. M. Ritter, «Economic Illegalities and the Underground Economy in Cuba», *Canadian Foundation for the Americas (FOCAL) : Background Briefings* (mars 2006), p. 3. En ligne : <http://www.cubasource.org/pdf/economic_illegalities.pdf>, consulté le 8 juillet 2006.

⁶⁵ Et ce, malgré les subventions et les services sociaux gratuits.

La montée du niveau d'éducation de la population cubaine au cours de la révolution a transformé un sujet social docilement encadré par une structure institutionnelle rigide en un sujet complexe désirant sortir du paternalisme étatique⁷⁰. La forte participation populaire à l'occasion du débat démocratique du début des années 1990 en témoigne. Une des préoccupations alors exprimée demandait l'élection au suffrage direct des parlementaires⁷¹. La constitution a d'ailleurs été amendée en ce sens en 1992. Cependant, la loi électorale qui a suivi a limité la démocratie en ne permettant la nomination que d'un seul candidat pour chaque poste à combler⁷². Reste que la population n'est pas dupe. Cela fait plus de 30 ans qu'elle goûte aux principes de base de toutes élections démocratiques dans le cadre des élections locales. Les dirigeants savent que le système actuel ne répond pas aux aspirations populaires⁷³, ce qui fait en sorte que leur légitimité se trouve affectée.

La société cubaine et les indicateurs sociaux

Le Rapport mondial sur le développement humain 2006 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)⁷⁴ classe Cuba parmi le groupe des 63 pays à haut développement humain. L'indice de développement humain (IDH) étant calculé à partir du revenu, de l'espérance de vie et du niveau d'éducation, Cuba est un cas à part au sein des pays à haut développement humain à cause de son faible niveau de revenu qui est fortement compensé par sa performance en santé et en éducation⁷⁵. En Amérique du Sud et dans les Caraïbes, la population cubaine bénéficiait, dans les

années 1980-1985, de la meilleure espérance de vie à la naissance. Elle est passée au cinquième rang pour les années 2000-2005 mais, malgré cette baisse relative, l'espérance de vie y dépasse tout de même de presque dix ans celle de la moyenne des pays des Caraïbes⁷⁶. Ainsi, malgré l'embargo des États-Unis et la crise économique du début des années 1990, Cuba s'est maintenu dans le peloton de tête du développement humain, et même la Banque mondiale a reconnu que Cuba avait de meilleurs indicateurs sociaux que la majorité des pays qui ont accès à ses prêts⁷⁷.

L'émergence de classes sociales

Plusieurs études portent sur les inégalités et les classes sociales dans la société cubaine⁷⁸. Leur existence contredit l'idéologie égalitariste promulguée par le PCC. Cette situation affecte négativement la légitimité du régime et sa base sociale. Ainsi, l'homogénéité de la population et le large consensus social qui prévalaient durant la période soviétique ont laissé place à des classes sociales aux intérêts disparates. Alors que Fidel Castro constitue un facteur de cohésion sociale à Cuba grâce au charisme et à la légitimité dont il jouit au sein de la population, ses successeurs devront développer de nouvelles façons de faire de la politique pour maintenir la cohésion⁷⁹.

Le principal clivage dans la population sépare, comme nous l'avons vu, ceux qui ont accès au peso fort, c'est-à-dire les travailleurs dans les secteurs émergents et

⁷⁰ Dilla Alfonso, 2002, p. 59.

⁷¹ *Ibid.*, p. 62.

⁷² Paradoxalement, la constitution stipule qu'un candidat doit obtenir plus de la moitié des voix pour être élu.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport mondial sur le développement humain 2006*, Nations Unies, 2006, 440 p. En ligne : <http://hdr.undp.org/hdr2006/report.cfm>, consulté le 11 novembre 2006.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 264, 413.

⁷⁶ Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), *Datos del Anuario estadístico de América Latina y el Caribe*, Santiago de Chile : Publicación de las Naciones Unidas, 2004, fichier Esperanza de vida al nacer según sexo, por quinquenios.

En ligne : http://www.eclac.cl/badestat/anuario_2004/esp.htm, consulté le 11 novembre 2006.

⁷⁷ Françoise Barthélemy, «Cuba entre lassitude et fierté», *Le monde diplomatique* (septembre 2001), p. 18-19. En ligne : <http://www.monde-diplomatique.fr/2001/09/BARTHELEMY/15571>, consulté le 11 novembre 2006.

⁷⁸ En particulier, le texte d'Espina Prieto synthétise l'essentiel des théories sur les classes sociales à Cuba.

⁷⁹ Dilla Alfonso, 2002, p. 73.

les bénéficiaires de *remesas*, de ceux qui restent confinés aux secteurs traditionnels et au peso faible. Les premiers bouclent plus facilement leur budget et la partie d'entre eux qui bénéficie de *remesas* dépend moins du gouvernement pour son niveau de vie. Les seconds éprouvent davantage de difficultés et d'insatisfaction, mais doivent l'essentiel du peu qu'ils ont au système en place.

Certains auteurs distinguent aussi une classe sociale plus spécifique qu'ils appellent les *technocratico-patronaux*⁸⁰. Cette classe sociale est composée des chefs d'entreprises mixtes⁸¹, des chefs d'entreprises étatiques exportatrices et de ceux qui se sont enrichis grâce au marché noir. Elle tend à se développer à l'aide du pouvoir financier qu'elle a accumulé. Sa position privilégiée à la tête des entreprises permet la communication entre les acteurs qui la composent et avec les instances politiques. Le principal obstacle à son développement résiderait dans l'alliance entre la classe populaire et l'élite politique.

Une autre classe sociale, celle des Afro-Cubains, concentre la majorité des perdants des conséquences de la crise économique et des réformes qui ont suivi. Proportionnellement, les Afro-Cubains reçoivent moins de *remesas* car ils ont moins émigré⁸². Les régions où leur population est concentrée ont été davantage affectées par la crise économique et la sécheresse. Cependant, cette classe constitue une partie importante de la base sociale du régime⁸³, car elle a beaucoup bénéficié de la

révolution à ses débuts. En effet, avant la révolution, les Afro-Cubains étaient parmi les plus pauvres de la population et les politiques égalitaires durant la période soviétique leur ont été favorables⁸⁴. En conséquence, les Afro-Cubains sont divisés entre les plus âgés, restés loyaux au régime, et les plus jeunes, insatisfaits de leur situation⁸⁵.

La double morale

Depuis la Période spéciale, le peuple cubain vit, de manière prononcée, un problème dit de « *doble moral* » (double morale). Il s'agit d'une conséquence du contrôle social et de la situation économique difficile qui pousse les Cubains à agir en désaccord avec leur morale. Ainsi, la peur pousse les Cubains à exprimer publiquement des idées auxquelles, au fond d'eux-mêmes, ils ne croient pas. Elle les amène aussi à poser des actions qu'ils n'approuvent pas⁸⁶. La nécessité de subvenir aux besoins quotidiens mène à un opportunisme qui prend la forme d'achat de marchandise volée, d'acceptation de pots-de-vin et de magouilles de toutes sortes.

Le gouvernement a fait timidement allusion à ce problème de dépersonnalisation de l'individu en le confinant à une minorité et en le comparant à une simple déformation éthique. Cependant, cette hypocrisie est en réalité si répandue que certains en parlent comme d'une maladie sociale qui doit être combattue pour éviter qu'elle ne se transmette aux générations à venir⁸⁷.

⁸⁰ Dilla Alfonso, 1999, p. 90-91, 96.

⁸¹ Les entreprises mixtes résultent du partage de la propriété entre le gouvernement cubain et des intérêts étrangers.

⁸² Carmelo Mesa-Lago, «Growing Economic and Social Disparities in Cuba : Impact and Recommendations for Change», *University of Miami : Institute for Cuban and Cuban-American Studies : Cuba Transition Project* (2002), p. 8. En ligne :

http://ctp.iccas.miami.edu/Research_Studies/CMesaLago.pdf, consulté le 9 novembre 2006.

⁸³ Katherine Gory, «Polarization, Consumer Capitalism and Popular Responses», In *Cuba Today: Continuity and Change since the "Periodo Especial"*, Font, Mauricio A. (dir. publ.), Scott Larson, et Danielle Xuereb, p. 22, New York: Bildner Center for Western Hemisphere Studies, 2004.

⁸⁴ Carmelo Mesa Lago, «Growing Economic and Social Disparities in Cuba : Impact and Recommendations for Change», *University of Miami : Institute for Cuban and Cuban-American Studies : Cuba Transition Project* (2002), p. 21. En ligne :

http://ctp.iccas.miami.edu/Research_Studies/CMesaLago.pdf, consulté le 9 novembre 2006.

⁸⁵ Mesa-Lago, 2002, p. 22.

⁸⁶ José M. Córdova Pineiro, «Doble moral, carencia de autoestima y de identidad propia; la mediocridad», *Revista Vitral*, vol. 2, n° 12 (mars-avril 1996). En ligne :

<http://www.vitral.org/vitral/vitral12/valores.htm>, consulté le 9 novembre 2006.

⁸⁷ *Ibid.*

Le découragement de la population

Le *Centro de formación cívica y religiosa*⁸⁸ du Diocèse catholique de la ville de Pinar del Río à Cuba qualifie la population cubaine d'aujourd'hui en trois points : un découragement résultant de l'absence de projet alternatif et entraînant l'immobilisme et le désespoir; un déracinement caractérisé par une survalorisation de tout ce qui provient de l'étranger et par une aspiration vers l'émigration; et enfin, une fragilité humaine causée par la peur et le paternalisme de l'État. Plusieurs indicateurs statistiques appuient ce diagnostic social dont le taux d'émigration, le nombre d'applications pour un visa d'émigration aux États-Unis⁸⁹ et le taux de suicide.

Et si Fidel ne revenait pas au pouvoir?

Au cours des dernières années, le régime politique s'est resserré de manière à concentrer les pouvoirs dans les mains d'un cercle restreint de dirigeants. Cette centralisation facilitera le contrôle lors de la passation des pouvoirs au sein de l'élite dirigeante. À l'extérieur de Cuba, plusieurs pays souhaitent une transition sans heurt afin de poursuivre leurs échanges avec l'île. Parmi eux, le Venezuela, fort du milliard de dollars annuel qu'il accorde à l'île dans le cadre de l'entente « pétrole contre médecins », usera de son influence pour soutenir le caractère socialiste du régime et pour contrer toute tentative de la part des États-Unis pour le renverser. D'autres pays, tels que le Canada et les pays membres de l'Union européenne, favoriseront une transition en douceur vers une démocratie libérale. Les États-Unis choisiront probablement aussi cette voie, car ils craignent que le pays ne tombe dans le désordre pour devenir un État voyou et

pousser des milliers de réfugiés vers les côtes de la Floride. Par contre, il n'est pas possible d'exclure quelques actions radicales impliquant les Cubains américains les plus extrémistes. Cependant, dans l'ensemble, les acteurs internationaux devraient privilégier une transition en douceur.

Reste la population. Nous connaissons l'efficacité du contrôle social à Cuba. Cependant, nous savons aussi que des groupes sont déjà descendus dans les rues pour manifester leur insatisfaction et que, sans Fidel, le régime perdrait une partie de sa légitimité. Jusqu'à maintenant, aucune figure n'est apparue pour reprendre le flambeau. Actuellement, les fonctions qu'exerçait Fidel sont partagées entre les hauts dirigeants, avec Raúl à leur tête. Mais, comment s'assurer qu'un nouveau soulèvement populaire ne se produise? Car s'il advenait qu'une révolte devienne incontrôlable, le choix s'imposerait entre une place Tiananmen cubaine ou une rupture à l'image de celle qui s'est produite dans les pays du bloc de l'Est. La réponse se trouve dans la croissance économique. Les dirigeants seront tentés par les expériences de la Chine et du Vietnam. Ainsi, le Cuba de demain pourrait voir se dessiner une ouverture vers une économie de marché sous un régime politique fort.

⁸⁸ Centro de formación cívica y religiosa, «Situación Actual : Los signos de los tiempos», *Diócesis de Pinar del Río* (1993?). En ligne : <http://www.vitral.org/vitral/ciclcfer/introd/ind1.htm>, consulté le 10 novembre 2006.

⁸⁹ 732 000 des 2,5 millions de Cubains éligibles avaient appliqué pour un visa d'émigration aux États-Unis en 1998. Voir Dilla Alfonso, 2002, p. 71.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).